

ET SI L'IDEA VENAIT À LA RESCOURSSE DE TÉLÉ MB ?



Georges-Louis Bouchez (MR) estime qu'il y a urgence pour l'avenir de la chaîne locale

► Depuis les révélations de l'audit quant à la situation financière de la chaîne de télévision locale Télé MB, de l'eau aurait dû couler sous le pont. Près d'un mois s'est écoulé et aucune solution franche ne semble se dégager. Les journalistes et cameramen pigistes ont d'ailleurs marqué un arrêt de travail durant tout le week-end pour protester notamment sur les problèmes de paiements de leurs prestations ainsi que sur le manque de communication de la part de la direction à leur égard.

Rappelons que l'audit (commandé par la direction de la Télé MB) a mis en lumière une dette cumulée de 600.000 € et un déficit structurel de 150.000 à 200.000 €. Autrement dit, le conseil d'administration de la chaîne travaille depuis des années sur des comptes et bilans qui ne reflètent pas la réalité. La trésorerie insuffisante ne fait pas non plus les affaires de la direction.

DANS CE CONTEXTE difficile, le Setca soutenait par ailleurs que des décisions de la part du politique devaient être prises. Et de ce côté-là, hormis quelques personnalités, le silence est d'or. Les communes monto-boraines qui sont représentées pourraient

mettre la main à la poche pour rééquilibrer la balance. Pour l'heure, personne ne se mouille. La situation financière de l'arrondissement est telle qu'il paraît difficilement envisageable que les communes trouvent ces fonds.

Beaucoup estiment que c'est à la Fédération Wallonie-Bruxelles de mettre la main à la poche. Mais là encore, ce n'est pas gagné. Les télévisions locales sont financées en grande partie par la Fédération mais aussi par les communes qui viennent compléter. Pour Télé MB, cela représente 317.000 € par an.

Outre la Fédération Wallonie-Bruxelles, selon Georges-Louis Bouchez (MR), deux acteurs peuvent potentiellement venir au secours de Télé MB. "Les communes mais surtout l'intercommunale de développement économique et d'aménagement. Pour les communes, ça me semble difficile financièrement même si la participation annuelle par habitant s'élève à plus ou moins un euro alors que, par exemple, dans la région du Centre, c'est trois euros par habitant."

Ce n'est pas la poche directe des communes qui est visée mais celle de l'intercommunale. "Une partie des revenus générée

par la vente de la télédistribution à Voo est toujours disponible. Un des métiers de base de l'Idéa était dans ce secteur. Je pense qu'un positionnement de l'acteur Idéa dans ce dossier serait intéressant. D'autant plus que l'intercommunale est le bras économique de toutes les communes. On tergiverse depuis des mois, tout le monde est apathique et s'il n'y a pas de prise de conscience, il est possible que la chaîne disparaisse."

Si d'aventure l'Idéa montait sur le pont, il faudrait sans conteste trouver un compromis avec la région du Centre. "Personne ne souhaite la mort de Télé MB mais il est grand temps d'y voir plus clair. Je ne vois pas la Fédération déboursier. Si elle le fait, elle devra le faire pour toutes les télévisions locales. Si les pouvoirs publics veulent une décision rapide, la solution serait l'Idéa qui, par exemple, sous forme de subside remboursable, moyennant des réformes dans l'organisation de la chaîne, pourrait sortir cette liquidité."

LE DÉBAT EST OUVERT sur cette entrée ou non de l'intercommunale dans cette affaire. Un fait est certain, des décisions devront être prises et ce, dans les plus brefs délais.

C. Ti.